

L'ÉDITO

La tache d'encre

La survie de l'Europe se joue aujourd'hui et demain sur la question migratoire. Sans aucune illusion. Les forces centrifuges de la dislocation sont tellement actives que, même les plus optimistes n'imaginent pas d'issue.

Remontons d'un an en arrière. À l'époque, en Allemagne, Angela Merkel pouvait encore se féliciter d'avoir accueilli un million de migrants (pour des raisons économiques, d'abord) et d'avoir plutôt bien réussi leur intégration. Mais les élections de septembre sont passées par là et, depuis, la chancelière se retrouve en difficulté face à son ministre de l'Intérieur Horst Seehofer, beaucoup plus irritable sur la présence des migrants. Notamment parce que le parti nationaliste AfD s'est emparé de 94 sièges au Bundestag... La situation vécue outre-Rhin, ces derniers mois, est assez représentative de ce qui s'est produit, simultanément, dans le reste de l'Europe. Entrée au gouvernement autrichien du parti d'extrême droite ÖVP, basculement de l'Italie dans une coalition populiste de droite et renforcement du courant eurosceptique, identitaire et antimigratoire solidement installé en Hongrie, en Pologne, en Slovaquie et en République tchèque. La tache d'encre s'étend, s'étend.

Au point de noyer l'Europe entière ? C'est ce que quelques chefs de gouvernements tenteront d'empêcher, ces deux jours, à Bruxelles, à l'occasion d'un sommet crucial pour la survie de l'Union. Et c'est loin d'être acquis.

Car, si les statistiques font apparaître un tarissement des flux de migrants sur le sol européen, depuis deux ans, la question migratoire n'a jamais été aussi vive au sein des 28. En raison de l'exploitation habile de cette problématique par les courants nationalistes et xénophobes, cela va de soi, mais, surtout, à cause de l'incapacité de l'Europe à se montrer à la hauteur des enjeux : insuffisance des contrôles aux frontières, échec de la répartition des migrants entre États, abandon de la Grèce et de l'Italie, confrontées à leur sort, en première ligne... Aujourd'hui, cette politique du pourrissement se paie cash. À tel point que les plus libéraux, comme Emmanuel Macron, et la Commission européenne n'hésitent pas à pousser l'idée de centres de tri (fermés) pour réfugiés, hors de nos frontières. Une proposition que n'auraient même pas osé défendre, voilà deux ans, les représentants les plus radicaux de la nouvelle droite populiste. La tache d'encre s'étend, s'étend... et s'assombrit.